



FORUM MONDIAL 2024 DE L'OCDE SUR  
**L'INTÉGRITÉ & LA LUTTE  
ANTI-CORRUPTION**

## **2024 Forum mondial sur l'intégrité et la lutte anti-corruption**

### **26 - 27 mars 2024**

#### **Programme**

#### **Mardi 26 mars**

---

##### **09.00 - 09.30 Session 1 : Remarques préliminaires de haut niveau**

##### **09.30 - 11.00 Session 2 : Lancement des Perspectives de l'OCDE sur l'intégrité et la lutte anti-corruption**

Ce panel explorera les questions d'intégrité en lien avec les principaux défis auxquels les démocraties seront confrontées dans un avenir proche. Les experts intervenants discuteront des évolutions qu'on peut attendre en matière d'ingérence étrangère, d'IA et de changement climatique. Ils inviteront le public à réfléchir à la manière dont les risques liés à l'intégrité sont susceptibles d'évoluer, et dont les cadres d'intégrité devront être renforcés pour permettre aux démocraties de préserver la prospérité et de servir l'intérêt public. Ce panel marquera le lancement de la première édition des *Perspectives de l'OCDE sur l'intégrité et la lutte anti-corruption*, qui met en lumière les lacunes significatives dans la mise en œuvre et les données des cadres d'intégrité des pays de l'OCDE face aux trois grands défis mentionnés plus haut. Ces conclusions sont cruciales car, comme le soulignera ce panel, les cadres d'intégrité n'existent pas dans une bulle, isolé du travail gouvernemental. Ils sont une garantie essentielle d'une élaboration efficace des politiques publiques et un catalyseur du travail gouvernemental.

##### **11.00 - 11.30 Pause café**

##### **11.30 - 13.00 Session 3 : Perspectives issues des indicateurs d'intégrité publique de l'OCDE**

Un nombre record de pays, représentant 40 % de la population mondiale, organiseront des élections nationales en 2024. Avec la montée des tensions économiques et géopolitiques, les formes classiques de démocraties libérales sont menacées. Parce que la corruption érode la confiance du public et sape la légitimité des institutions, l'élaboration de politiques d'intégrité publique et la mise en œuvre de mesures de lutte anti-corruption peuvent renforcer les démocraties en renforçant la confiance, la redevabilité et la transparence, et créer un environnement dans lequel les citoyens peuvent participer en toute confiance au processus démocratique. Cette session présentera les conclusions tirées des indicateurs d'intégrité publique de l'OCDE sur les mesures que les pays mettent en œuvre et les outils qu'ils utilisent pour renforcer la résistance de leurs systèmes

démocratiques face aux risques de corruption. Les intervenants discuteront des données probantes dont nous disposons sur différents sujets d'intégrité publique qui devraient être gérés de manière adéquate pour renforcer les démocraties, tels que les conflits d'intérêts, le financement politique, les procédures législatives, la transparence de l'information publique et l'audit interne.

##### **13.00 - 14.30 Pause déjeuner**

#### **14.30 - 16.00 Session 4 : Des stratégies efficaces pour combattre les flux financiers illicites et les délits fiscaux**

Une stratégie nationale solide, comprenant des évaluations de risques et des mécanismes de coordination multi-agences, est un élément essentiel pour lutter efficacement contre la criminalité fiscale et les autres flux financiers illicites. Par l'intermédiaire du Groupe d'action sur les délits à caractère fiscal et autres délits, l'OCDE travaille avec les juridictions sur les éléments essentiels des stratégies de lutte contre la criminalité fiscale qui encouragent le respect de la loi, facilitent les enquêtes et garantissent que les lois sont appliquées de manière appropriée. Cette session abordera des exemples de stratégies nationales, certains des principaux défis rencontrés dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies, ainsi que le rôle de la collaboration internationale.

#### **16.00 - 16.30 Pause café**

#### **16.30 - 18.00 Session 5 : Mobiliser le secteur privé en tant que partenaire de la lutte anti-corruption**

L'Initiative mondiale de mobilisation du secteur privé en tant que partenaire de la lutte anti-corruption, rassemble gouvernements et industrie pour partager les connaissances, élaborer et diffuser des solutions contre la corruption, faire progresser les normes internationales en matière de lutte anti-corruption et d'intégrité, et pour contribuer aux priorités internationales, régionales et sectorielles dans le domaine.

Cette session présente des solutions concrètes qui ont émergé lors cette première année de l'Initiative et se penche sur les travaux à venir. Cette session présentera le nouveau Guide de ressources sur les mesures nationales pour le renforcement de l'intégrité des entreprises. Sera lancé également un nouveau cadre pour aider les secteurs privé et public à renforcer l'intégrité des chaînes d'approvisionnement gouvernementales en s'attaquant à la corruption qui contribue aux infractions en matière de conduite responsable des entreprises. Enfin, dans la perspective de l'année en cours, la session examinera les approches et solutions actuelles pour gérer les risques de corruption dans les chaînes d'approvisionnement et la manière dont ces risques sont liés à d'autres risques tels que les risques environnementaux et les risques liés aux droits humains.

#### **16.30 - 18.00 Session 6 : Une redevabilité fondée sur des données dans le domaine du lobbying et de l'influence : Exploiter les innovations en matière d'IA et d'analyse de données**

Publier des données sur le lobbying et l'influence dans un souci de transparence est essentiel, mais cela ne doit pas s'arrêter là. Grâce à l'analyse de données et à l'IA, les données ont le pouvoir de transformer le travail des organismes en charge de la redevabilité, notamment en matière de vérification des déclarations, de contrôle du respect des réglementations et d'enquête. Pourtant, extraire, exploiter et communiquer des informations significatives à partir de l'immense volume de données collectées sur les lobbyistes continue de représenter un défi de taille pour de nombreux gouvernements. En s'appuyant sur des exemples concrets des gouvernements, de l'industrie et du monde universitaire, cette session explorera les opportunités et les défis - juridiques, stratégiques et techniques - auxquels les gouvernements sont confrontés pour exploiter efficacement les données et promouvoir une plus grande redevabilité en matière de lobbying et d'influence.



**18.00 - 19.30 Réception**

---

**Mercredi 27 mars**

---

**09.00 - 09.30 Session 7 : Remarques liminaires de haut niveau - Célébration des 25 ans de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption**

**09.30 - 11.00 Session 8 : Retour sur l'héritage et les succès de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption**

À l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption, cette session sera l'occasion de réfléchir à son impact transformateur et aux résultats significatifs obtenus pour catalyser les efforts mondiaux de lutte contre la corruption. Les intervenants discuteront du succès de la Convention dans l'établissement de normes internationales contre la corruption des fonctionnaires étrangers et dans la promotion de cadres anti-corruption robustes et de la coopération internationale. Malgré des disparités en matière d'application et les nouveaux défis posés par la corruption, la discussion soulignera le rôle essentiel de la Convention dans l'éthique des affaires au niveau mondial et esquissera des stratégies pour renforcer son efficacité dans un paysage économique en constante évolution.

**11.00 - 11.30 Pause-café**

**11.30 - 13.00 Session 9 : Au-delà de la Convention de l'OCDE contre la corruption - Les parcours de réforme**

Les réformes anti-corruption sont au cœur des efforts déployés par les pays pour protéger l'État de droit, promouvoir des conditions de concurrence équitables pour les entreprises et apporter la prospérité à tous. Cette session présentera des parcours de réforme de pays qui prennent des mesures pour aligner leurs cadres juridiques anti-corruption avec les exigences de la Convention de l'OCDE contre la corruption en vue de faire avancer leur programme national de réforme plus large.

**13.00 - 14.30 Pause déjeuner**

**14.30 - 16.00 Session 10 : Tracer l'avenir : Améliorer et adapter la Convention de l'OCDE contre la corruption pour l'intégrité au niveau mondial**

Cette session présentera une feuille de route pour la Convention de l'OCDE contre la corruption, abordant à la fois les défis actuels et les orientations futures pour assurer son efficacité continue. À l'occasion de son 25<sup>e</sup> anniversaire, la discussion se concentrera sur l'évaluation de la capacité d'adaptation de la Convention aux nouveaux schémas de corruption et aux changements économiques



mondiaux. Elle mettra l'accent sur la nécessité d'élaborer des stratégies innovantes pour renforcer les mécanismes d'application, améliorer la coopération internationale et intégrer les technologies émergentes. La feuille de route vise à réaffirmer la pertinence de la Convention dans un contexte mondial dynamique, en veillant à ce qu'elle reste une pierre angulaire de la lutte internationale contre la corruption et qu'elle continue à promouvoir la transparence et l'intégrité dans les pratiques commerciales mondiales.

#### **16.00 - 16.30 Pause-café**

#### **16.30 - 17.30 Session 11 : Atténuer les risques de corruption dans les efforts de relèvement post-conflit : Perspectives en matière de coopération au développement**

Les pays sortant d'un conflit ont souvent besoin d'une aide substantielle de la part de la communauté internationale des donateurs. Néanmoins, ces environnements fragiles sont souvent confrontés à des capacités de gouvernance considérablement réduites et à des risques de corruption accrus, ce qui constitue un obstacle majeur aux initiatives de relèvement. Cette session a pour but d'examiner les problèmes de corruption rencontrés au cours du processus de relèvement, en s'appuyant sur les enseignements tirés d'expériences antérieures de relèvement et de reconstruction. En s'appuyant sur l'expertise d'un panel diversifié, comprenant des représentants de la communauté des donateurs, de perspectives locales, du monde universitaire et du secteur privé, l'objectif est d'identifier les stratégies de coopération au développement qui peuvent atténuer efficacement les risques de corruption et revitaliser les pays au lendemain d'une crise. En outre, la session vise à renforcer la priorité accordée aux mesures de lutte anti-corruption dans les efforts de relèvement dans les contextes de conflit.

#### **17.30 - 18.00 Session 12 Conclusions**